



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°80 - Semaine du 9 septembre 2024

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

La pression fiscale dans la zone nordique en 2022 était en moyenne de

41%

Selon l'OCDE, la pression fiscale correspond au montant total des recettes fiscales recouvrées exprimé en % du PIB. En comparaison, la pression fiscale moyenne dans l'UE est de 36,7%.

Cela comprend notamment l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le bénéfice des entreprises, les cotisations de sécurité sociale, l'impôt sur les salaires, l'impôt sur le patrimoine, l'impôt sur les biens et les services.

Source : [Nordic Statistics database](#)

Pays nordiques

Le processus de restructuration de SAS finalisé avec une entrée d'Air France-KLM au capital de la compagnie aérienne scandinave.

Après son placement sous le régime des faillites aux États-Unis en juillet 2022 et l'annonce d'un plan de restructuration en Suède début 2024, la compagnie aérienne Scandinavian Airlines (SAS) a achevé sa restructuration et est sortie de la cotation à la bourse de Stockholm le 13 août. À l'issue de la recapitalisation d'un montant total de 1,2Md USD, les principaux actionnaires sont Air France-KLM (à hauteur de 19,9% du capital), l'État danois (25,8%) et les fonds d'investissement Castlake (32%) et Lind Invest (8,6%). L'État suédois, actionnaire à hauteur de 21,8% de SAS avant sa restructuration, détiendra 0,6 % du capital de la nouvelle structure.

Une vision nordique de l'IA pour 2030.

Lors d'une réunion du Conseil nordique fin août 2024, la région nordique a affirmé son ambition de devenir un leader mondial dans l'utilisation de l'IA à grande échelle. Elle prévoit de renforcer la coopération régionale et intersectorielle pour maximiser le potentiel de l'IA, améliorer la compétitivité des entreprises, les services publics et accélérer la transition écologique. Parmi les actions initiales figure la création d'ici 2025 d'une plateforme d'échange – le "Nordic Center for Responsible AI" – pour centraliser les connaissances et ressources des pays nordiques.

Danemark

Nouvelles prévisions de croissance du gouvernement : + 1,9% en 2024 et + 2,2% en 2025.

Il s'agit d'un important ajustement à la baisse par rapport aux prévisions de mai dernier (+2,7% en 2024). Le gouvernement estime que l'inflation s'établira à +1,8 % en 2024 et +2% en 2025. L'inflation, qui a atteint un pic de 10,1 % en octobre 2022, a significativement ralenti pour atteindre 1,1 % en juillet dernier.

Le gouvernement danois a présenté son projet de loi de finances pour 2025.

Les trois priorités affichées sont le bien-être (renforcement des services de proximité, prise en charge des personnes les plus vulnérables), la transition verte et la sécurité. Le gouvernement prévoit notamment d'allouer 4,4 Mds DKK (590 M€) jusqu'en 2028 pour mettre en place la taxe carbone sur le secteur agricole. 500 M DKK (67 M€) seront affectés aux aides d'État destinées au soutien à l'industrie verte. Le PLF contient également des mesures visant à renforcer l'entrepreneuriat (augmentation de la déduction fiscale sur les projets de R&D et amélioration des conditions de transmission des entreprises familiales). Le ministre des Finances Nicolai Wammen qualifie le PLF de « très responsable » au regard des fondamentaux sains de l'économie (inflation maîtrisée et marges de manœuvre budgétaires d'ici 2030 estimées à 38,5 Mds DKK, soit 5,2 Mds€).

Ørsted remporte 2 contrats au Royaume-Uni dans le cadre du 6^{ème} appel d'offres sur les énergies renouvelables.

Le premier des deux contrats avec couverture de prix (CfD) concerne une partie (1080 MW) du futur parc éolien Hornsea 3 en mer du Nord, projet pour lequel Ørsted avait déjà conclu un contrat initial avec les autorités britanniques en 2022. Ørsted a obtenu un prix d'exercice 45% plus élevé que dans le contrat précédent pour environ un tiers de ce projet. Hornsea 3 sera le plus grand parc éolien offshore au monde et représente

l'investissement le plus important réalisé par Ørsted dans un projet éolien en mer. Le second contrat concerne le nouveau projet Hornsea 4 (2 400 MW de nouvelle capacité), dont la mise en service est prévue d'ici fin 2030 et pour lequel Ørsted prévoit de prendre une décision d'investissement définitive dans les 18 prochains mois. Les CfD seront valables 15 ans à partir de la mise en service des parcs éoliens. Le gouvernement britannique a l'ambition de quadrupler la capacité éolienne en mer du pays pour la porter à 60 GW d'ici à 2030.

Ørsted ferme sa dernière centrale à charbon.

Si Ørsted a longtemps été l'une des entreprises européennes les plus intensives en charbon, l'énergéticien danois réduit depuis 2006 son activité de production fossile, en particulier via la réduction du nombre de centrales de cogénération et le remplacement du charbon par de la biomasse certifiée. Avec la fermeture de la centrale de production combinée de chaleur et d'électricité au charbon à Esbjerg le 31 août, la production d'énergie du géant énergétique danois devient largement exempte d'énergie fossile.

Carlsberg ouvre son premier centre de développement en dehors de l'Europe.

Situé dans la province de Guangdong, la 27^{ème} brasserie du groupe en Chine, *Foshan Sanshui Brewery*, accueillera un centre d'innovation chargé du développement de nouveaux produits, l'analyse des tendances, la recherche d'arômes, la technologie de brassage, la conception d'emballages et les tests professionnels. Présent depuis 150 ans en Chine, Carlsberg est le quatrième groupe brassicole avec une présence dans 9 provinces chinoises.

Finlande

Le PIB finlandais croît à nouveau de + 0,3% au 2^e trimestre.

Cette croissance, comparable à celle du premier trimestre, est portée par un rebond des exportations (+ 8,1%, après - 5% au 1^{er} trimestre), ainsi que par l'investissement public (+ 3,3%) et la consommation publique (+ 1,2%). Simultanément, la consommation privée recule pour le 2^e trimestre consécutif (- 0,3%) et l'investissement privé pour le 9^e trimestre consécutif (- 3,2%). Par ailleurs, en juin, le taux de chômage a atteint 8,4% (+1,1pp en glissement annuel), plaçant la Finlande au troisième rang européen.

Fitch révisé la perspective de notation de la Finlande de « stable » à « négative »,

tout en maintenant la notation à « AA+ ». Cette révision est due principalement à la dette publique, qui pourrait atteindre 85 % du PIB en 2026, contre une médiane de 48 % du PIB pour les pays notés « AA ». Les efforts de consolidation budgétaire du gouvernement sont jugés insuffisants pour stabiliser la dette. *Fitch* prévoit une contraction du PIB à - 0,3% en 2024 et une reprise modérée en 2025. La résilience du secteur bancaire et les actifs élevés des fonds de pension atténuent les risques.

Le gouvernement a rendu ses arbitrages pour le budget 2025.

Le déficit prévu est de 12,2 Mds€, contre 12,7 Mds€ en 2024 avec les deux budgets rectificatifs de 2024. Le projet de budget compte 76,6 Mds€ de recettes (+ 1,3 Md€) et 88,8 Mds€ de dépenses (+ 800 M€). Les dépenses seront tirées par la hausse des transferts aux « régions de bien-être » créées en 2023 et déficitaires (+ 2,2 Md€), ainsi que par la hausse du budget du ministère de la Défense (+ 490 M€) et des transferts à l'OTAN (+ 67 M€). Des coupes sont prévues dans l'assurance maladie (- 553 M€), l'aide publique au développement (- 135 M€) et la formation professionnelle (- 120M€). Côté recettes, la TVA sur certains produits passera de 10 % à 14 % (voir infra). Des « mesures correctrices » pourraient être prises si l'effet des mesures d'ajustement s'avère inférieur aux 9 Mds€ annoncés. Le projet de budget détaillé doit être publié et présenté au Parlement le 23 septembre.

Le taux normal de TVA passe à 25,5 % (+1,5 pp),

soit le 2^e taux le plus élevé de l'UE après la Hongrie (27 %), mais devant le Danemark et la Suède (25 %). La mesure, annoncée par le gouvernement en avril, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre. Elle est censée rapporter à l'Etat près de 1 Md€ de recettes supplémentaires dès 2025. D'autres hausses de TVA sont prévues dans le projet de budget 2025. Le taux de TVA réduit de 10 % qui s'applique à certains produits (transports, électricité, hôtellerie, produits culturels, médicaments) devrait passer à 14 %, sauf pour les journaux et magazines. La TVA alimentaire devrait se maintenir au taux actuel de 14 %, sauf pour les confiseries et le chocolat qui passeraient d'un taux de TVA de 14 % à un taux de 25,5 %.

La France rejoint le groupe « For Forest+ », dont la Finlande assure la présidence en 2024.

Créé en 2022 par l'Autriche, la Finlande, la Slovaquie et la Suède, le groupe vise à développer la coopération sur les questions forestières. Invité par Sari Essayah, ministre finlandaise de l'Agriculture et de la Forêt, son homologue français Marc Fesneau s'est rendu en Finlande pour une réunion les 20 et 21 août. Les ministres ont échangé au sujet de la régulation européenne sur la surveillance des forêts, et visité des sites forestiers finlandais pour découvrir les pratiques locales en matière de gestion durable des forêts et d'innovations dans l'industrie forestière.

Royal Caribbean passe une commande d'environ 1,5 Md€ à Meyer Turku.

Le 27 août, la compagnie de croisière américaine et le chantier naval finlandais ont signé un contrat sur la livraison d'un paquebot de classe « Icon ». Il s'agira du 4^e navire livré après le 1^{er} en décembre 2023. Le contrat prévoit une option d'achat pour deux autres navires. Chaque navire de classe « Icon » coûte environ 1,5 Md€. *Meyer Turku* estime l'effet de la commande sur l'emploi à 13 000 emplois en équivalent temps plein. Le Premier ministre Petteri Orpo s'est félicité de l'annonce, preuve selon lui de « la classe mondiale » des chantiers navals finlandais.

Le projet *Keliber* de production de lithium obtient un soutien de 150 M€ de la BEI.

Keliber, détenu à 80 % par le groupe minier sud-africain *Sibanye-Stillwater* et à 20 % par l'entreprise publique *Finnish Minerals Group*, ambitionne de devenir le 1^{er} producteur intégré de lithium en Europe. L'entreprise a annoncé le 22 août l'obtention d'un financement de 500 M€, dont 250 M€ garantis par l'agence publique de financement *Finnvera*, et 150 M€ fournis par la BEI. Ces financements permettront de finaliser la construction des installations et de lancer en 2025 la production d'hydroxyde de lithium de qualité batterie. Il s'agit du 1^{er} financement de la BEI pour l'extraction de matières premières critiques dans l'UE.

AMD rachète *Silo AI* pour 665 M\$ (615 M€).

Le fabricant américain de semi-conducteurs a annoncé le 4 septembre 2024 l'acquisition de *Silo AI*, start-up finlandaise d'intelligence artificielle. Il s'agit de l'une des acquisitions les plus importantes dans ce secteur en Europe au cours de la dernière décennie. *Silo AI*, qui a développé des modèles de langage en utilisant les processeurs graphiques d'AMD, est basée à Helsinki et opère en Europe et en Amérique du Nord.

Accord de coopération entre *Aiforia* et l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris.

L'entreprise finlandaise *Aifora* utilise l'intelligence artificielle pour diagnostiquer le cancer de la prostate à partir d'échantillons de tissus des patients. Ce partenariat permettra à terme d'étendre l'utilisation de l'IA de l'hôpital de Bicêtre (site pilote depuis 2018) à l'ensemble des services de pathologie de l'AP-HP.

Islande

L'Islande honorée par l'OMS pour son modèle d'économie du bien-être.

Cette reconnaissance souligne les efforts du pays pour réorienter son modèle économique en mettant l'accent sur le bien-être des citoyens (résilience et santé sociétale) plutôt que sur des indicateurs de croissance économique traditionnels. L'Islande a adopté des politiques visant à améliorer la qualité de vie de ses habitants, en investissant notamment dans la santé mentale, l'éducation et les services sociaux. Le pays a également mis en place des initiatives pour réduire les inégalités et favoriser un environnement où le « bonheur et le bien-être général » sont des priorités.

L'Islande face à un litige avec l'AELE sur les règles d'enquête d'accident d'aviation.

Le pays envisage de saisir les tribunaux pour contester des règles spécifiques relatives aux aéronefs au sein de l'Espace économique européen (EEE). Selon les autorités islandaises, les normes imposées par l'EEE créent un désavantage concurrentiel pour les entreprises locales en imposant des contraintes et des obligations supplémentaires par rapport à leurs homologues européens. Ces règles ne prendraient pas suffisamment en compte les particularités de son marché et risqueraient de nuire à l'économie nationale, notamment en matière de compétitivité et d'investissements dans le secteur aérien.

Fitch Ratings maintient la note de crédit « A » de l'Islande, avec une perspective stable.

Cette note reflète la stabilité de l'économie malgré une légère détérioration des perspectives.

Une légère amélioration de l'emploi et des salaires en juillet.

Le taux d'emploi des actifs a atteint 79,2 %, en augmentation par rapport aux 78,7 % enregistrés en juillet 2023. Parallèlement, le taux de chômage s'est maintenu à un niveau relativement bas de 3,4 %, soulignant la stabilité du marché de l'emploi. En matière

de rémunération, les salaires ont connu une augmentation notable. L'indice des salaires a progressé de + 7,5 % par rapport à juillet 2023. Cette augmentation reflète une dynamique salariale positive, avec une hausse de + 1,3 % par rapport au mois précédent, indiquant que les travailleurs bénéficient d'une amélioration de leur pouvoir d'achat dans un contexte économique relativement stable.

Le PIB islandais se contracte de 1,9% au premier semestre 2024 par rapport au S1 2023.

Le PIB a diminué de 0,3 % en termes réels au deuxième trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Selon *Statistics Iceland*, ce léger repli s'explique principalement par la baisse des dépenses des ménages et l'évolution de la balance commerciale sur la période. Ajusté des fluctuations saisonnières, le PIB a néanmoins augmenté de 1,7 % en termes réels entre le premier et le deuxième trimestre 2024.

Le secteur de la pêche affiche une légère baisse en volume en 2023, mais une augmentation de la valeur des captures.

Le secteur de la pêche, qui constitue un pilier de l'économie islandaise, a enregistré un total de captures de 1,4 Mt en 2023, en repli de 3% par rapport à l'année précédente. Cependant, la valeur des captures marque une légère hausse annuelle (+1%) et atteint 197 Mds ISK (1,4 Md€), en raison de l'augmentation des prix sur les marchés internationaux. Le secteur de la pêche joue un rôle central dans l'économie du pays, contribuant de manière significative aux exportations et à la balance commerciale de l'Islande.

Norvège

1,4% de croissance au deuxième trimestre, selon le Bureau central des statistiques (SSB). L'activité *offshore* a enregistré une croissance de + 5,6%, tandis que l'économie continentale (hors pétrole et gaz) n'a progressé que de + 0,1%. Le secteur de la pêche s'est quant à lui contracté en raison de la baisse de certains quotas.

Bilan d'activité du Fonds souverain au 1^{er} semestre. Au 1^{er} semestre 2024, le *Government pension fund global* a réalisé des bénéfices de 123 M€ (1,48 Mds NOK), portant sa capitalisation totale à 1 500 Mds€ (17 745 Mds NOK). Son directeur, Nicolai Tangen, attribue cette progression à la faiblesse de la couronne norvégienne, au dynamisme du marché des actions et aux performances des géants américains du numérique et des groupes pharmaceutiques spécialisés dans les traitements contre l'obésité. Sept entreprises américaines représentent les deux tiers des bénéfices du Fonds souverain ces six derniers mois (Microsoft, Apple, Nvidia, Alphabet, Amazon, Meta et Tesla).

Exportations records de l'économie continentale norvégienne vers l'UE. En 2023, les exportations norvégiennes hors hydrocarbures vers l'UE ont atteint un record historique de 59 Mds€ (675 Mds NOK). Ce résultat a été notamment facilité par la faiblesse du taux de change de la couronne. Selon un rapport du cabinet d'études *Menon Economics*, ce sont de petites communes fortement industrialisées qui exportent le plus vers l'UE (ex : Årdal, Sunndal, Sørfold, Høyanger, etc).

Débat sur les impôts. « Le gouvernement Støre a augmenté les impôts d'environ 3,4 Mds€ (40 Mds NOK) depuis 2021. Il promet maintenant de geler les prélèvements à ce niveau très élevé », dénonce la présidente du Parti conservateur Erna Solberg. Elle estime que l'actuelle politique fiscale nuit aux entreprises norvégiennes. Elle promet d'importantes réductions d'impôts si les conservateurs remportent les élections législatives en 2025.

L'avenir du pétrole et du gaz évoqué à l'ONS de Stavanger. Lors de l'ouverture de la conférence *Offshore Northern Seas* (ONS) le 26 août à Stavanger, le Premier Ministre, Jonas Gahr Støre, a déclaré que le gouvernement n'allouerait pas de fonds supplémentaires à l'exploitation de pétrole et de gaz sur le plateau continental norvégien. En amont de la conférence, le directeur d'Aker BP, Karl Johnny Hersvik, avait mis en garde contre une nouvelle crise pour les chantiers navals norvégiens et les sous-traitants du secteur *offshore* à partir de 2026 si de nouveaux projets n'étaient pas lancés pour maintenir le niveau élevé d'activité permis par certaines facilités fiscales durant la pandémie. Il demande que des mesures soient prises pour soutenir l'exploration et les énergies renouvelables. Le PDG d'Equinor, Anders Opedal, a également présenté les projets à venir du groupe. Il maintient les plans d'Equinor pour un niveau d'activité élevé et continuera à utiliser les infrastructures sur le plateau continental. L'objectif est de maintenir la production de pétrole et de gaz autour des niveaux actuels pendant encore au moins 10 ans (investissements annuels compris entre 5 et 6 Mds€ jusqu'en 2035).

Le plus grand gisement sous-marin de méthane au monde découvert dans la mer de Barents. Henry Patton, chercheur à l'iC3 de Tromsø, a révélé au *Barents Observer* la découverte du plus grand gisement de méthane sous-marin mondial dans la mer de Barents, près de la frontière norvégo-russe. La mer de Barents abrite ainsi le plus important gisement cartographié. Le méthane a un potentiel de réchauffement 25 fois supérieur à celui du CO₂, mais la quantité de ce gaz atteignant l'atmosphère reste inconnue.

Entrée en vigueur du nouveau programme de financement de l'industrie verte. Depuis le 2 septembre, les entreprises norvégiennes souhaitant réaliser de grands projets industriels verts et innovants sont éligibles au nouveau programme de financement mis en place par le gouvernement. « *Le financement industriel vert est un instrument puissant qui aidera à créer des emplois* », a déclaré Cecilie Myrseth, ministre du Commerce et de

l'Industrie. Le programme fonctionne comme un régime de prêts en soutien aux investissements privés. Il est administré par l'agence *Innovation Norway* et dispose d'un budget total de 420 M€ (5 Mds NOK).

Transfert de technologies militaires à l'Ukraine.

La Norvège va autoriser et financer le transfert de technologies militaires norvégiennes vers l'Ukraine. Les obus d'artillerie développés par Nammo pourront ainsi être produits en Ukraine. Le ministre des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, rappelle que même si la Norvège n'est pas partie prenante de cette guerre, elle a des intérêts forts dans l'issue de ce conflit.

Construction d'une usine de Nammo aux Etats-Unis.

L'industriel norvégien Nammo a signé un contrat de 845 M€ (10 Mds NOK) pour construire un nouveau site de fabrication en Floride. Dès 2027, il y produira des moteurs de missiles pour le groupe américain Raytheon. Interrogée sur le besoin de munitions des alliés, l'ambassadrice norvégienne auprès de l'OTAN, Anita Nergård, déclare : « *nous commençons à voir une augmentation [de la production], à la fois en Norvège et dans les autres Etats-membres de l'OTAN. Cela est décisif pour pouvoir continuer à soutenir l'Ukraine, mais aussi pour notre propre sécurité* ».

Vers des croisières zéro-émission dans les fjords classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.

A compter du 1^{er} janvier 2026, les navires de croisière de moins 10 000 t devront être zéro-émission carbone pour pouvoir naviguer dans les principaux fjords norvégiens (Nærøyfjorden, Aurlandsfjorden, Geirangerfjorden, Sunnlyvsfjorden, Tafjorden). Les navires au tonnage supérieur à 10 000 tonnes sont exonérés de cette mesure jusqu'en 2032. « *Il s'agit de préserver les fjords spectaculaires tout en promouvant un tourisme durable* », a déclaré le ministre du Climat et de l'Environnement Andreas Bjelland Eriksen.

Rapport de la Cour des Comptes sur l'IA dans la fonction publique.

Selon un rapport de la Cour des Comptes portant sur la période 2018-2023, les moyens déployés par le gouvernement sont jugés trop faibles par rapport à l'ambition de la

Norvège de se doter d'une infrastructure d'intelligence artificielle (IA) de classe mondiale. En effet, moins de 50% des administrations étudiées utilisent ces technologies. C'est la raison pour laquelle le ministère du Numérique a été créé en début d'année, rappelle la ministre Karianne Tung. Le gouvernement présentera prochainement une nouvelle stratégie nationale dans le domaine reprenant certaines recommandations de ce rapport. A cet égard, la Ministre a participé fin août à une réunion de haut niveau sur l'IA dans les pays nordiques (cf. supra).

Amendes de l'Autorité de la Concurrence contre les géants de la grande distribution.

L'Autorité norvégienne de la Concurrence (*Konkurransetilsynet*) a sanctionné les trois principaux acteurs de la grande distribution en Norvège (Norgesgruppen, Coop et Rema) d'une amende globale de 410 M€ (4,9 Mds NOK) pour pratiques anticoncurrentielles. Entre 2011 et 2018, ces grands groupes ont enfreint la loi sur la concurrence en maintenant artificiellement les prix en rayon à des niveaux élevés.

Intérêt pour le nutri-score. Le Conseil norvégien des Consommateurs souhaiterait déployer en Norvège le « nutri-score » développé par Santé publique France afin d'aider les consommateurs à faire des choix éclairés. L'Institut norvégien de Santé publique confirme étudier le modèle français, sans toutefois s'engager à l'adopter.

Suède

La banque centrale suédoise abaisse son taux d'intérêt directeur et esquisse de nouvelles baisses d'ici la fin d'année.

La Banque centrale suédoise poursuit la baisse de son taux directeur, passé le 21 août de 3,75% à 3,5%. Elle a indiqué que 2 à 3 nouvelles baisses de taux pourraient avoir lieu d'ici la fin de l'année si les perspectives d'inflation se confirment.

La Suède abaisse sa perspective de croissance à 0,9% en 2024 et prévoit un rebond en 2025.

Le gouvernement a revu la perspective de croissance pour l'année 2024 de + 1,4% à + 0,9% et anticipe une hausse du PIB de 2,8% en 2025. Le PIB de la Suède a diminué de -0,3% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent.

Préparation du budget et d'un nouveau plan d'investissements visant à relancer la croissance.

Dans le cadre de la préparation du budget 2025, le gouvernement suédois a annoncé le 3 septembre 2024 la mise en place de « mesures de soutien à la croissance et au pouvoir d'achat des ménages ». Pour son projet de loi de Finances, le ministère des Finances bénéficie d'une marge budgétaire de 60 Mds SEK (5,3 Mds€) pour présenter une série de réformes. Le budget d'automne présentera, selon le Premier ministre Ulf Kristersson, « le plus grand projet de loi sur les infrastructures depuis plus de 15 ans » doté de 1 200 Mds SEK (105 Mds€). L'Agence suédoise des transports (Trafikverket) recevrait notamment 15 Mds SEK (1,3 Md€) au cours des trois prochaines années pour l'entretien des routes et du rail (+ 20% par rapport au plan précédent). En outre, un projet de loi pour la recherche, dont le contenu n'a pas été détaillé, devrait être présenté avec un budget de 40 Mds SEK (3,5 Mds€) jusqu'en 2028. Le gouvernement a également annoncé une réduction des cotisations patronales et des allègements fiscaux pour attirer les chercheurs.

Le gouvernement annonce une suppression de la taxe sur les billets d'avion d'ici juillet 2025.

Cette suppression réduirait le prix des billets de 82 SEK (7,2€) pour les vols domestiques, 77 SEK (6,8€) pour les vols européens et de 325 SEK (28,6€) pour les autres vols.

La Suède dialogue avec Bruxelles pour bénéficier de 3,45 Mds€ du plan Next Generation EU.

La Suède fait partie des derniers pays de l'UE à tenter de remplir les conditions pour bénéficier du plan de relance et de résilience européen. Pour le moment, la Ministre des Finances suédoise, Elisabeth Svantesson, n'a pas souhaité communiquer sur les 57 mesures que le gouvernement compte mettre en œuvre pour bénéficier de ce financement. Celles-ci devront être communiquées au Parlement suédois fin septembre pour examen. Le gouvernement prendra ensuite sa décision finale qui sera communiquée au grand public à l'automne.

Ralentissement des échanges commerciaux franco-suédois au 1^{er} semestre 2024.

Les exportations suédoises de biens vers la France ont diminué de - 7%, passant de 48,9 Mds SEK (4,3 Mds€) à 45,3 Mds SEK (4 Mds€) au S1 2024 par rapport au S1 2023. La France reste le 9^e pays client de la Suède, avec une part de marché de 4,3%. Dans le même temps, les importations suédoises en provenance de France ont diminué de - 10%, passant de 39,1 Mds SEK (3,45 Mds€) à 35,2 Mds SEK (3 Mds€). La France est le 11^e pays fournisseur de la Suède, avec une part de marché de 3,5%.

Nouveau nucléaire: un modèle de financement et de partage des risques à l'étude.

Le 12 août 2024, un modèle de financement et de partage des risques pour la construction du « nouveau nucléaire » (4 à 5 EPR ou plusieurs SMR) a été proposé au gouvernement. Il sera soumis à consultation avant une entrée en vigueur prévue en mai 2025. Le modèle prévoit i) des prêts garantis par l'Etat pendant la phase de construction dont les entreprises impliquées assumeraient 25 % du coût ; ii) un contrat de

couverture des prix (CfD) avec un prix fixe de 80 öre / kWh garanti sur 40 ans pour stabiliser les revenus des producteurs ; iii) un mécanisme de partage des risques et des bénéfices en fonction de la rentabilité des projets après 2 ans d'exploitation. Le rapport a été bien accueilli par l'Association suédoise de l'Energie et Vattenfall. De leur côté, les industries éoliennes et solaires suédoises appellent le gouvernement à préférer une approche plus neutre technologiquement. Elles estiment que l'alternative des énergies renouvelables offrirait les mêmes bénéfices pour la stabilité du système électrique à un coût inférieur.

Eolien offshore : l'industrie gèle des projets et demande un soutien du gouvernement.

Malgré les récentes autorisations du gouvernement pour plusieurs projets de parcs éoliens *offshore*, Vattenfall a annoncé suspendre le parc de *Kriegers Flak* en raison du refus du gouvernement de financer le raccordement au réseau électrique. L'Association suédoise de l'énergie éolienne souligne que les coûts de connexion (10 à 15% du coût total d'un projet) ont augmenté de + 40 % en 2023 en raison de l'inflation et de la crise énergétique. Bien que les projets éoliens *offshore* ne nécessitent pas le même niveau de soutien que le nucléaire, l'association plaide pour des mesures similaires afin de ne pas dissuader les investisseurs potentiels.

Ralentissement du marché des véhicules électriques en Suède.

La vente de véhicules électriques est soumise à une concurrence accrue, notamment en raison de la baisse des prix du diesel (plus bas niveau depuis trois ans). L'intérêt pour les voitures d'occasion augmente, reflétant une situation économique qui ne s'améliore que lentement. En juillet 2024, seulement 5 516 voitures électriques ont été immatriculées, marquant une baisse de près de - 15 % par rapport à juillet 2023 et une diminution de plus de - 19 % pour le premier semestre. Volvo Cars a annoncé l'abandon de son objectif de produire 100% de véhicules électriques d'ici 2030.

Augmentation de l'obligation de réduction des émissions du carburant.

En janvier 2024, le gouvernement suédois avait ramené à 6% l'obligation de réduction des émissions pour le diesel et l'essence (auparavant 10 % pour l'essence et 30,5 % pour le diesel). Il prévoit désormais de porter l'objectif de réduction à 10 % - au lieu de 6% - pour les deux carburants à partir du 1^{er} juillet 2025. Cette décision vise à réduire les émissions de CO2 tout en maintenant les prix du carburant stables grâce à des baisses d'impôts. Cette mesure a suscité des critiques du Parti Vert et du Parti du Centre. Ils estiment que ces ajustements sont insuffisants pour compenser les « dégâts climatiques » causés par l'augmentation des émissions et qui ont coûté à la Suède 40 Mds SEK en soutien financier de l'UE. De leur côté, les Démocrates suédois (SD), tout en soutenant cette mesure, ont assuré que des réductions d'impôts compenseraient l'impact de l'augmentation de l'obligation de réduction des émissions.

La banque SEB investit 1 Md SEK (88 M€) dans le stockage d'énergie renouvelable.

La banque suédoise collabore avec *Ingrid Capacity* pour construire 13 installations de batteries en Suède. Ces batteries optimisent le stockage et la vente de l'électricité en fonction des besoins grâce à un logiciel d'intelligence artificielle. *Ingrid Capacity* prévoit de doubler sa capacité de stockage de 200 MW dans l'année, face à un besoin estimé de 2 000 MW en Suède.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,8	-0,3
Danemark	6,8	2,7	1,9	-1	0,6
Finlande	2,8	1,3	-1	0,3	0,3
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,3	1,4
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,2	0,1
Islande	5,1	8,9	4,1	-1	1,7

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

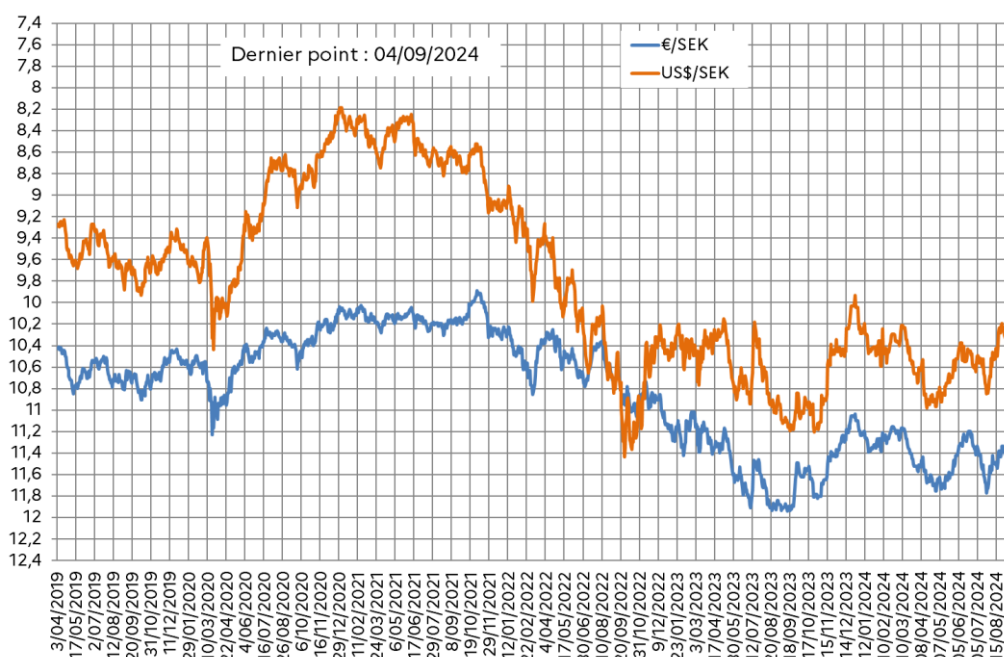
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7

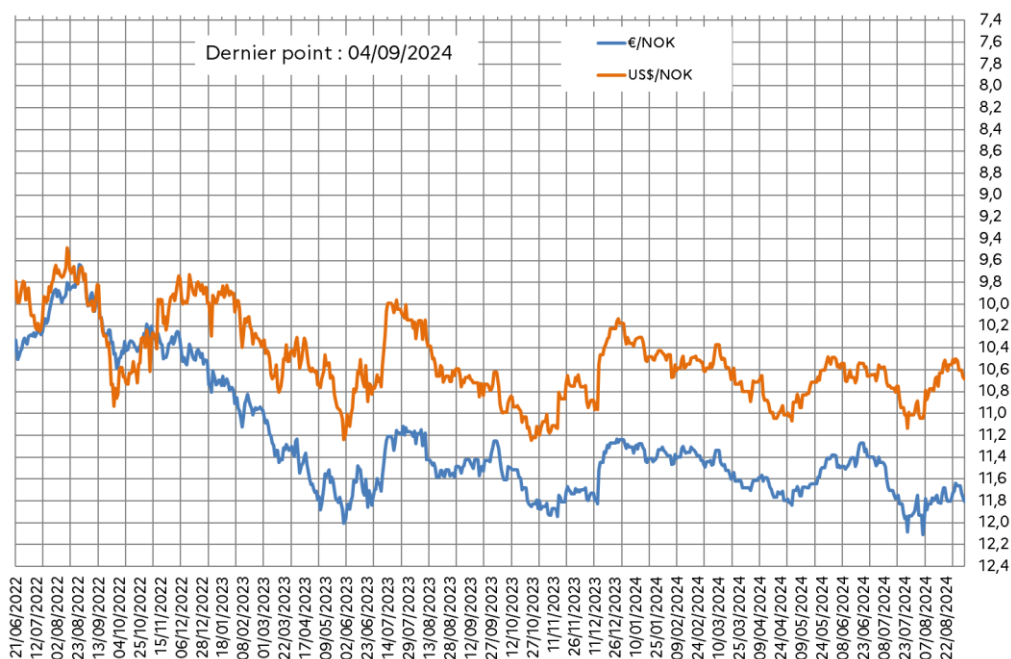
Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi), Stockholm (J. Lauer - Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr